COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
09 au 15 juillet 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Energies renouvelables.....3

-COI-énergie : vers la certification des outils d'analyse des projets d'énergies propres

-Energies / des professionnels formés sur un logiciels RETScreen

1.2 Développement durable.....6

- MAURICE : une nouvelle usine de dessalement de l'eau de mer sur l'île Rodrigues

1.3 Biodiversité.....8

-Bâtir des " communs " au service de la biodiversité et du développement

1.4 Connectivité numerique.....11

-Haut débit : bientôt le câble METISS. Le constructeur a été choisi

1.5 Environnement.....13

-Stronger institutions sorely needed in the Indian Ocean

1.6 Energies..... 16

-Sonelec : quatre agents en formation sur le fuel lourd

1.7 COI : retraite à Moroni.....17

-COI : une retraite à Moroni pour repenser l'avenir de l'Organisation

II Centres d'intérêts

2.1 Energies renouvelables 18

-Un projet de centrale solaire de 3.5 megawatt à Pomoni et Bambao Mtsanga

2.2 Tourisme.....19

-Tourisme : de belles perspectives en vue

2.3 Pêche.....21

-Indian Ocean Tuna Commission adopts measures Seychelles wanted to reduce ocean litter, reef damage

COI et ses Projets

Energies renouvelables

12 juillet 2019

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Coi-énergie : vers la certification des outils d'analyse des projets d'énergies propres

«C'est une réponse à la demande des professionnels comoriens et malgaches qui ont pu bénéficier de la session de décembre dernier. Cette fois-ci, nous avons treize participants comoriens. Au total, il devrait y avoir vingt-neuf bénéficiaires de la formation mais les cinq Malgaches ont eu malheureusement un empêchement», a expliqué Ali Saïd Mkandzile Mohamed, coordonnateur des énergies renouvelables auprès dudit programme.



Un atelier de formation sur la certification à l'utilisation des outils d'analyse des projets d'énergies propres s'est déroulé ces trois derniers jours à l'hôtel le Retaj dans le cadre du programme Coi-Energies. C'est une suite de la formation des professionnels sur le logiciel RETScreen Expert international qui permet d'identifier, d'évaluer et d'optimiser la viabilité technique et financière de projets potentiels en matière d'énergies propres. Ces professionnels du secteur public-privé comorien interviennent dans les énergies renouvelables.

«C'est une réponse à la demande des professionnels comoriens et malgaches qui ont pu bénéficier de la session de décembre dernier. Cette fois-ci, nous avons treize participants comoriens. Au total, il devrait y avoir vingt-neuf bénéficiaires de la formation mais les cinq Malgaches ont eu malheureusement un empêchement», a expliqué Ali Saïd Mkandzile Mohamed, coordonnateur des énergies renouvelables auprès dudit programme.

Selon lui, ces treize participants, vont devenir des experts reconnus au niveau international dans le cadre dudit logiciel après avoir passé avec succès la session d'évaluation de l'après-midi du mercredi. *«Ils seront désormais capables d'organiser des formations à leur tour dans leur pays respectifs ou analyser toute sorte de projets touchant les énergies durables. C'est une formation dont bénéficient des professionnels de tous les pays membres»*, a-t-il précisé. A l'entendre, l'objectif principal de la Coi et de l'Union européenne, principal bailleur, est de faire en sorte que ces participants puissent garantir à leurs pays respectifs des projets *«bénéfiques»* dans ledit secteur.

Coopération régionale ?

Saïd Mkandzile Mohamed a, par ailleurs, fait savoir que ce programme prend fin en septembre prochain, mais la commission de l'Océan indien a lancé une étude pour une stratégie de coopération régionale sur les énergies renouvelables. *«Un expert a été engagé, des réunions ont déjà été organisées pour identifier les besoins de chaque Etat membre. Quatre axes sont dégagés et sont en quelque sorte des points communs pour les pays membres. Ce premier programme a pu réaliser quelques activités dans les pays membres au point qu'on constate une appropriation de la politique des énergies renouvelables dans chaque pays membre»*, a-t-il indiqué.

On notera quatre axes principaux : l'efficacité énergétique, l'énergie solaire, la biomasse et l'aménagement du territoire pour le secteur des énergies propres. *«Pour le financement, la Coi a engagé une prospection en vue d'identifier un bailleur avec l'appui des pays membres en exprimant leurs besoins. Tout cela, pour qu'il y ait cette continuité de nos actions»*, a affirmé le coordinateur.

Nazi Nazi

COI et ses Projets

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Energies renouvelables

12 juillet 2019

http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/energie-/-des-professionnels-

Energie / Des professionnels formés sur le logiciel RETScreen

12/07/2019  Mohamed Youssouf



Un atelier de formation sur la certification à l'utilisation des outils d'analyse des projets d'énergies propres s'est déroulé du 08 au 10 juillet dernier. Une suite de la formation des professionnels sur le logiciel RETScreen Expert international permettant d'identifier, d'évaluer et d'optimiser la viabilité technique et financière de projets potentiels en matière d'énergies propres.

Du 08 au 10 Juillet, un atelier de formation sur la certification à l'utilisation des outils d'analyse des projets d'énergies propres a eu lieu à Moroni dans le cadre du programme COI Energie. C'est une suite de la formation des professionnels sur le logiciel RETScreen Expert international qui a eu lieu en décembre dernier permettant d'identifier, d'évaluer et d'optimiser la viabilité technique et financière de projets potentiels en matière d'énergies propres. Au nombre de treize, les participants sont issus du secteur public mais aussi du secteur privé. « C'est une réponse à la demande des professionnels comoriens et malgaches qui ont pu bénéficier de la session de décembre derniers »,explique Ali Saïd Mkandzile Mohamed, coordonnateur des énergies renouvelables auprès dudit programme.

Selon le coordinateur, les treize participants, après avoir passé avec succès la session d'évaluation de l'après-midi d'hier, vont devenir des experts reconnus au niveau international dans le cadre dudit logiciel. Cette formation va permettre aux participants une fois reconnus d'être considéré comme expert national. Ils seront désormais capables d'organiser des formations à leur tour dans leur pays ou analyser toute sorte de projets touchant les énergies durables. C'est une formation dont bénéficient des professionnels de tous les pays membres », a-t-il précisé.

A l'entendre, l'objectif principal de la Coi et de l'Union européenne, principal bailleur, est de faire en sorte que ces participants puissent garantir à leurs pays respectifs des projets bénéfiques dans ledit secteur mais aussi d'être compétents dans l'analyse des projets. « Fin juillet, un autre atelier de formation se déroulera à Maurice et va regrouper les mauriciens et seychellois et faire la même chose que les comoriens.

Quant à la coopération régionale sur la question énergétique, Saïd Mkandzile Mohamed a par ailleurs fait savoir que le programme COI Energie prend fin en septembre prochain, mais la commission de l'Océan Indien a lancé une étude pour une stratégie de coopération régionale sur les énergies renouvelables. « La COI est en train de travailler sur une stratégie de coopération régionale sur la question de l'énergie. Un consultant a été engagé et a déjà animé des ateliers nationaux pour identifier les besoins et les priorités de chaque Etat membre », indique-t-il, avant de préciser que « une première réunion régionale va se faire en ce mois de juillet pour dégager les priorités communes. Une 2e va se faire pour que d'ici Aout on ait un document final de stratégie ». Quant aux axes, il s'agit de l'efficacité énergétique, de l'énergie solaire, de la biomasse et de l'aménagement du territoire pour le secteur des énergies propres.

MY

MAURICE : une nouvelle usine de dessalement de l'eau de mer sur l'île Rodrigues

Par **Jean Marie Takouleu**



Une nouvelle unité de dessalement de l'eau de mer vient d'être mise en service à Pointe-Coton, à Rodrigues, une île située à l'est de Maurice. Elle permettra d'alimenter une partie de l'île en eau potable.

Rodrigues, une île de l'océan indien, qui fait partie de Maurice, dispose d'une nouvelle usine de dessalement d'eau de mer. Elle a été construite à Pointe-Coton. L'installation a été mise en service récemment par les autorités, qui assurent qu'elle sera capable de fournir 1 000 m^3 d'eau potable par jour.

L'usine d'osmose inverse fonctionne grâce à un off-grid solaire. Selon le Premier ministre mauricien Pravind Jugnauth, qui a présidé la cérémonie d'inauguration de la nouvelle installation, ce projet « *fait partie du plan du gouvernement régional pour alimenter de manière régulière et sécurisée Rodrigues en eau* ». Mais le chef de l'exécutif indique qu'il faudra néanmoins contrôler la demande en eau des usagers agricoles, domestiques et touristiques de l'île.

Les autorités mauriciennes misent de plus en plus sur le dessalement de l'eau de mer pour permettre à Rodrigues de « rattraper son retard » en matière d'approvisionnement en eau potable. **Une autre usine de dessalement** est entrée en service à Rodrigues en juillet 2018. Elle a été construite par la start-up française Quadran (rachetée en 2017 par la société Direct Énergie, elle-même rachetée en 2018 par Total).

Cette station, qui peut fournir 80 m^3 d'eau potable par jour, utilise la technologie Osmosun. Elle est développée par l'entreprise française Mascara. Il s'agit d'une solution de dessalement de l'eau de mer intégrant l'utilisation d'énergie solaire photovoltaïque en vue d'une osmose inverse et sans batterie. Elle permet d'avoir accès à l'eau potable « à moindre coût ».

Il faut dire que l'île Rodrigues connaît de sérieux problèmes d'eau. Comme l'ensemble des îles de Maurice, Rodrigues subit l'impact du changement climatique. Selon les scientifiques, depuis l'an 2000, la pluviosité baisse chaque année et le manque d'eau se fait durement sentir ; les sources et les rivières se sont asséchées. La piste du dessalement est donc sérieusement explorée. Le développement de ce sous-secteur est soutenu par de nombreux partenaires, comme l'Union européenne, la Commission de l'océan indien (COI) ou encore le Fonds français pour l'environnement mondial.

Bâtir des " communs " au service de la biodiversité et du développement



Sur l'île Sainte-Marie, à Madagascar, la notion de « communs » prend tout son sens. Sous l'impulsion du Gret et de ses partenaires, une plateforme de concertation a été mise en place afin de co-construire une vision partagée des problèmes environnementaux et des solutions à y apporter.

Mondialement connue comme lieu de reproduction des baleines à bosse, l'île Sainte-Marie à l'est de Madagascar est un territoire insulaire de 220 km2 riche en biodiversité mais fragile. Plusieurs dizaines d'espèces floristiques y sont menacées dont certaines endémiques à l'île. L'état de santé des écosystèmes marins est fortement dégradé par la surpêche et le changement climatique, avec des stocks de poissons en continuel déclin. Pourtant, la population (35 000 habitants) dépend à 90 % des services rendus par les écosystèmes côtiers et marins de l'île qui représentent une valeur de 4 millions d'euros générés par la pêche, principalement, puis le tourisme. La culture sur brûlis, qui exploite la fertilité des forêts naturelles, a entraîné la perte de 25 % des forêts saint-mariennes en 30 ans.

Face à ces constats alarmants, le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), la Commission de l'Océan Indien (COI) et le Fonds d'innovation du Gret pour le développement solidaire ont soutenu un projet de 2015 à 2018, porté par le Gret, afin de mettre en place une stratégie de gestion intégrée des zones côtières (GIZC)* basée sur la participation de la population à l'identification des problèmes environnementaux et des solutions à mettre en œuvre pour une meilleure résilience socio-écologique du territoire.

L'émergence de « communs » grâce à une participation citoyenne exemplaire au service du territoire

Au travers d'une plateforme de concertation et d'appui au développement durable de Sainte-Marie (PCADDISM) – qui rassemble à la fois les autorités locales et les représentants de l'Etat, la population, qui y est fortement mobilisée, le secteur privé et la société civile locale –, un dialogue continu entre ces acteurs a permis de faire émerger des « communs » à Sainte-Marie. Les communs sont définis par la politologue Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009, comme des systèmes d'utilisation des biens communs, généralement les ressources naturelles en accès partagé, qui combinent autogestion, règles coutumières, mécanismes de marché et régulation étatique.

Grâce à la PCADDISM, véritable instance de gouvernance citoyenne du territoire, les Saint- Mariens ont élaboré collectivement des règles traditionnelles, les dina, portant sur l'accès et la gestion des ressources forestières et marines, basées en partie sur les savoirs écologiques locaux et visant une meilleure durabilité des usages. Le dynamisme au sein de la PCADDISM et les initiatives prises en matière de protection de l'environnement témoignent en effet d'une volonté forte et collective de sortir de l'impasse socio-écologique.

Accompagner la mise en place d'une aire protégée

Aujourd'hui, grâce au soutien financier renouvelé de la Fondation Maisons du Monde, et une contribution de l'Agence française de développement au travers d'une convention programme qui mobilisera l'approche par les communs au service de 12 projets du Gret sur neuf pays, le Gret accompagnera à Sainte-Marie la structuration, la formalisation et l'approfondissement de ces communs émergents via la mise en place d'une aire protégée marine et terrestre qui a été plébiscitée par la population en 2018. Le projet entend étudier les meilleures modalités de gouvernance et de gestion de cette aire protégée où la population, via la PCADDISM, sera en

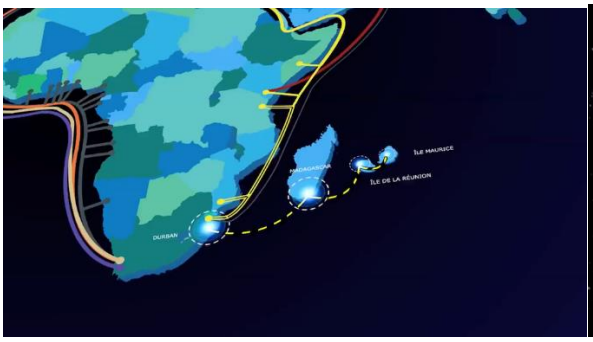
première ligne des actions de protection de biodiversité saint-marienne.

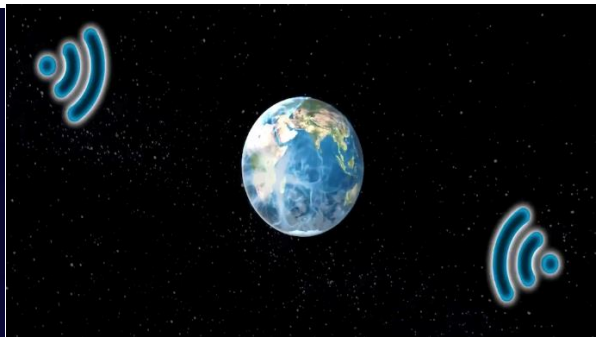
*Le projet de protection de la biodiversité et d'appui à la mise en place d'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC) à Sainte-Marie est mené par le Gret depuis 2015 aux côtés de ses partenaires : le PCADDISM, mais aussi l'association CetaMada et Missouri Botanical Garden (MBG).

12 juillet 2019

https://freedom.fr/haut-debit-bientot-le-cable-metiss-le-constructeur-a-ete-choisi/

Haut débit : bientôt le câble METISS. Le constructeur a été choisi





Le membres du consortium METISS ont choisi les constructeurs du câble à très haut débit qui reliera d'ici 2019 Maurice, La Réunion et Madagascar à la haut bande passante internationale en Afrique du Sud. METISS est un projet de six opérateurs des télécommunications de l'Indianocéanie à l'initiative de la Commission de l'océan Indien.

Le projet de câble à fibre optique METISS franchit une nouvelle étape. Les opérateurs des télécommunications membres du consortium METISS ont signé, le 1er février dernier à Saint Denis de La Réunion, un contrat pour la construction du câble sous-marin éponyme avec les fournisseurs ASN (pour Alcatel Submarine Networks) et Electra TLC S.p.A.

METISS pour MElting poT Indianoceanic Submarine System est un câble sous- marin à très haut débit de 3 000 km, reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à la côte est de l'Afrique du Sud. Au coût de 40 millions d'euros, cette infrastructure numérique disposant d'une vitesse de connexion de 24 000 gigabits/seconde devrait être opérationnelle d'ici 2019.

Telma de Madagascar, CEB FiberNET et Emtel de Maurice, Canal+ Telecom, SFR et ZEOP de La Réunion ont regroupé leurs forces pour répondre au besoin de connectivité numérique de l'Indianocéanie alors que les câbles actuels approchent de la fin de vie. Ces opérateurs, membres du consortium METISS, ont signé à Maurice le 13 décembre 2017 un accord de construction et de gestion qui a formalisé cette coopération inédite entre des opérateurs traditionnellement concurrent d'un même secteur.
Le câble METISS est une infrastructure ouverte et partagée qui offrira dans

le court terme de nouvelles alternatives aux fournisseurs d'accès internet et assurera à un accès à un internet sécurisé, plus rapide et à moindre coût.

La Commission de l'océan Indien, qui a fait de la connectivité numérique l'une de ses priorités pour le développement régional, a activement accompagné la structuration du projet jusqu'à la signature de l'accord de construction et de gestion en décembre dernier. Avec la signature du contrat de construction avec ASN et Electra TLC S.p.A., les opérateurs du consortium METISS poursuivent leur chemin vers la concrétisation de cet ambitieux projet qui participe à la démocratisation effective de l'Internet à haut débit.

Stronger institutions sorely needed in the Indian Ocean

9 July 2019

Author: David Brewster, ANU

Strategic competition in the Indian Ocean region (IOR) is growing and will likely contribute to an ever more unstable regional order. The IOR also faces a growing list of environmental security threats — including overfishing, loss of fish stocks, climate change and natural disasters — that can further exacerbate strategic competition. Australia and its partners need to find new ways to build effective regional institutions that moderate competition, facilitate cooperation, and provide a collective voice for the region.



The maritime realm is particularly demanding of regional cooperation. The oceans have no physical boundaries, and security challenges at sea often have a tendency to feed into each other. A boat used for illegal fishing can just as easily be used to smuggle arms, drugs or people. The vast size of the Indian Ocean also demands a cooperative response to threats.

What might appear to be an isolated challenge can have cascading consequences if not properly addressed. One example is the consequences of the plundering of fishing grounds off the coast of Somalia by illegal fishers after the collapse of the Somali state some 25 years ago. The destruction of fish stocks was a significant factor in local fishers turning to piracy.

The international response to piracy involved the deployment of naval vessels from around the world. This in turn led to the militarisation of the waters around the Horn of Africa, including the construction of naval bases by several external powers. This series of events shows the potential strategic consequences for the region of failing to take prompt action to address so-called 'non-traditional' threats.

The plethora of regional institutions in the Asia Pacific has been an important element in the security of East Asia for several decades by facilitating sustained engagement across many dimensions and stakeholders.

But building multilateral institutions and norms is much more difficult in the IOR where there are fewer traditions of regional engagement. The vast distances across the ocean, its diversity and the limited resources of most states inhibit sustained engagement. As a result, the IOR lacks the supporting institutions that can help create consensus on security-related issues.

For some years, Australia and others have made considerable efforts to help build Indian Ocean institutions that can address shared challenges and make the region more resilient. But results so far have been mixed.

The Indian Ocean Rim Association (IORA) is the only pan-regional multilateral political grouping, although it doesn't include all Indian Ocean states. But IORA is plagued by limited interest from its members, a lack of resources and limited outcomes that adversely affects its credibility. When Australia was chair of the grouping in 2015–16, it put considerable effort into giving the group greater focus and achieving concrete outcomes, including placing maritime security on its agenda. It has recently established a Maritime Safety and Security Working Group that can help craft pan-regional arrangements to improve oceans governance.

But IORA remains subject to considerable challenges that hamper its effectiveness as a vehicle for regional engagement. Few members are willing or able to commit substantial financial or diplomatic resources to the organisation.

IORA is increasingly attracting interest from extra-regional players that want to build their regional influence. The grouping has or will likely receive cash funding from China, a German political foundation and France. This increased interest benefits IORA, although there is also the possibility that some extra-regional powers may seek to manipulate the grouping for their own ends.

The other pan-regional grouping in the IOR is the Indian Ocean Naval Symposium (IONS) which provides a valuable forum for networking and dialogue among the region's navies. Its working groups promote dialogue on humanitarian assistance and disaster relief, maritime security and information sharing and interoperability. It is also encouraging its members to sign up to a Code for Unplanned Encounters at Sea (CUES) that may help reduce the risk of accidental conflicts between naval vessels.

IONS is valuable in helping to build cooperation among regional navies, but it is also limited by its nature. It can't address political problems and its members do not include extra-regional navies — such as the United States and China — that are active in the Indian Ocean.

There are no silver bullets. Australia needs to continue to work with these groupings to incrementally build their effectiveness. But there are also some important gaps in Australia's regional engagement.

One such gap is the lack of cooperation among IOR coast guards, which are often on the frontline of maritime law enforcement. There is currently no forum to facilitate IOR coast guards working more effectively together on a regional or subregional basis. For example, a forum for coast guard organisations in the eastern Indian Ocean could significantly improve Australia's ability to work collectively to address the smuggling of people and drugs and illegal fishing.

Australia should also consider working more closely with the Indian Ocean Commission (IOC), a grouping that provides a collective voice to many Indian Ocean island states. Just as Australia uses its membership of the Pacific Islands Forum to plug into local concerns and build resilience among Pacific islands, Australia should consider whether the IOC might provide a way to better plug into the Indian Ocean.

The strategic environment is deteriorating right across the Indo-Pacific, including in the Indian Ocean. It is always a struggle to prioritise limited resources. This means that Australia needs to place even more emphasis on finding innovative and cost-effective ways to help build regional institutions and resilience.

David Brewster is a Senior Research Fellow at the National Security College, The Australian National University.

Al-watwan

Le premier journal des Comores

Sonelec : quatre agents en formation sur le fuel lourd

Ces agents s'engagent, à travers un protocole d'accord, à reprendre leurs fonctions respectives dés la fin de cette formation pour répondre aux besoins de la société nationale de production de l'électricité pendant cinq ans au moins après cette formation.



Quatre ingénieurs de la société nationale de l'électricité des Comores (Sonelec) vont, à partir du lundi 15 juillet à l'île Maurice, bénéficier d'un stage de formation sur le fuel lourd. Ils vont séjourner pendant quatre mois à la centrale Electricity Board de Maurice (Ceb). Ces agents s'engagent, à travers un protocole d'accord, à reprendre leurs fonctions respectives dès la fin de cette formation pour répondre aux besoins *de la société nationale de production*de l'électricité pendant cinq ans au moins après cette formation.

Il s'agit d'une assistance technique née via la commission de l'océan indien (Coi) pour une collaboration avec la société mauricienne dans la mesure où le pays est sur le point de se doter d'une centrale à fuel lourd, selon le directeur général de la Sonelec, Abdou Saïd Mdahoma. «*Heureusement, la Ceb de Maurice a accepté d'accueillir ces quatre agents pour un entretien meilleur de notre nouvelle centrale pour le pays. Bien que le contrat exige l'intervention des ingénieurs indiens dans ladite centrale, nos agents doivent avoir les capacités et compétences requises pour assurer ces nouvelles missions*», a-t-il fait savoir devant ces quatre agents bénéficiaires.

Abdou Saïd Mdahoma a ensuite indiqué que ses agents vont profiter de cette occasion pour faire un recyclage sur les techniques de révisions des groupes thermiques installés dans les centrales de Vwadju et d'Itsambuni. «*Nous aurons certes une centrale à fuel lourd et des centrales solaires, mais nous aurons besoin de nos actuelles centrales de gasoil pour épauler la nouvelle. Donc, il est nécessaire de recycler nos agents. Les quatre mois seront suffisants pour une formation pour le fuel lourd et les révisions des groupes*», a-t-il insisté.

A l'entendre, le directeur administratif et financier de l'ex-Mamwe va accompagner ces agents pour renforcer les différents accords signés entre les deux sociétés d'électricité pour que cette coopération de partage de compétences soit continue dans l'Océan indien. «*Notre Daf aura le temps de procéder à la signature du protocole d'accord avec la centrale Electricity Board de Maurice. Pour le coût financier, les deux sociétés partageaient les charges. Cette coopération date de novembre 2018. Mais, il a fallu du temps pour lancer cette formation*», a rappelé le patron de la Sonelec.

Durée suffisante

Radjabou Saadi, chef mécanicien à la centrale de Vwadju et bénéficiaire de ladite formation, a espéré, quelques heures avant son départ, que lui et ses coéquipiers seront à la hauteur des résultats attendus pour le séjour à Maurice. «*Une période de quatre mois est suffisante pour acquérir de compétences permettant de relever les défis de la Sonelec. Après cette formation, nous allons à notre tour former nos collègues car dans une*

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Energies

15 juillet 2019

Commission de l'Océan indien
Une retraite à Moroni pour repenser l'avenir de l'organisation

Les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Océan indien (Comores, Madagascar, Maurice, France/Réunion, Seychelles) sont attendus à Moroni pour une retraite de trois jours; prévue du 1er au 3 août prochain, d'après les services de communication du ministère des Affaires étrangères. Les chefs de la diplomatie de la région devraient engager des réflexions sur l'avenir de l'organisation confrontée aujourd'hui à des défis multiformes. Sécurité maritime, environnement, coopération régionale, la place de la Coi dans les différentes institutions régionales sont autant de sujets que les chefs de la diplomatie de la Coi devraient y prêter une attention particulière et éviter que l'organisation soit en marge des réalités du monde.

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Au cours de cette retraite, les ministres des Affaires étrangères devraient faire le bilan des 30 ans d'existence de la Coi, définir un cadre des réformes du processus décisionnel et dégager les nouvelles orientations stratégiques de l'institution; entre autres. Il s'agit d'un vœu exprimé par le ministre Souef Mohamed El-Amine lors du 33è Conseil des ministres des Affaires étrangères qui avait eu lieu en septembre 2018 à l'île Maurice. Cette retraite sera la plus importante réunion de la Commission de l'Océan indien à se tenir aux Comores après le 4eme sommet des chefs d'Etat de la Coi d'août 2014.

La Gazette des Comores

https://www.zinfos974.com/%E2%96%B6%EF%B8%8F-Biodiversite-insulaire-

12 juillet 2019 La gazette

ENERGIE

Un projet de centrale solaire de 3,5 mégawatt à Pomoni et Bambao Mtsanga

Le ministre de l'économie, des investissements et de l'énergie a reçu hier matin l'ambassadeur de l'Italie Roberto Mengoni. La justice, la liberté d'expression, la liberté de manifester le déroulement des dernières élections et les relations avec l'Union européenne étaient au menu. Au cours de la rencontre, les deux hommes ont parlé de relations bilatérales et des projets portés par les italiens en faveur de l'Union des Comores.

Hier dans la matinée, le ministre de l'économie a reçu l'ambassadeur de l'Italie avec résidence à Dar Salam. C'était une occasion de discuter pas mal de sujets et de renforcer les relations bilatérales entre les Comores et l'Italie. Le diplomate italien a saisi l'occasion pour rappeler les projets portés par l'Italie en faveur de l'Union des Comores.

L'ambassadeur italien Roberto Mengoni a rappelé qu'un projet d'installation d'une centrale solaire de 3,5 Mégawatts sera installé à Pomoni et Bambao Mtanga à Anjouan. A en croire ses propos, les études ont été réalisées et le matériel déjà arrivé sur place. « Les techniciens seront aux Comores en août prochain pour le début des travaux pour un projet prévu pour prendre fin en décembre 2019 », avance-t-il. Le diplomate italien a annoncé également qu'un projet est en gestation pour doter toute l'île d'Anjouan, et éventuellement l'île de Mohéli d'une énergie solaire, sachant que la géothermie reste la priorité à Ngazidja. L'ambassadeur a ensuite évoqué un projet de 2 millions d'euro pour la collecte et le traitement des déchets à Moroni et qu'une première tranche serait décaissée en faveur d'une société italienne qui est attendue à Moroni en septembre pour assurer la suite du projet dans la mesure où, la phase d'étude a pris fin.

Quant au ministre de l'économie et des investissements, il a parlé en outre des projets énergétiques et environnementaux. Houmed Msaidié a mise en avant le tourisme surtout dans l'île de Mohéli. C'est pour cela, qu'il a sollicité l'accompagnement de l'Italie et tous les partenaires pour réussir à faire du tourisme comorien, un levier pour arriver à l'émergence à l'horizon 2030.

Nassuf Ben Amad



.Msaidie avec la délégation italienne

Centres d'intérêts

Tourisme

11 juillet 2019

https://www.newsmada.com/2019/07/11/tourisme-de-belles-perspectives-en-vue/

Tourisme : de belles perspectives en vue

Par Les Nouvelles sur 11/07/2019



Le contexte qui prévaut actuellement constitue un bon présage pour le développement du tourisme. Le cabinet d'étude ForwardKeys considère particulièrement le développement du trafic aérien dans le pays comme le principal facteur de cette bonne dynamique.

Le secteur du tourisme se trouve dans une bonne dynamique de développement. L'étude réalisée par ForwardKeys,

qui analyse plus de 17 millions de réservations aériennes par jour, annonce une bonne perspective pour le secteur du tourisme à Madagascar. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2019, les arrivées touristiques à Madagascar ont connu une hausse de 19 %. Le nombre de réservations s'est donc nettement amélioré.

Les arrivées de la France (hors île de La Réunion), principale source de visiteurs, ont augmenté de 33 % par rapport à 2018. Quant aux arrivées des Iles Vanille (La Réunion, Maurice, Mayotte, les Comores et les Seychelles), elles ont augmenté de 21 % alors que celles de l'Italie ont connu une hausse de 37 %. De même, les marchés en repli fin 2017 et début 2018 comme l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Chine partent tous à la hausse.

Seules les arrivées des Etats-Unis, 8e marché émetteur pour Madagascar, ont continué à baisser, mais cette baisse s'est ralentie, rapporte le cabinet ForwardKeys. Par ailleurs, les réservations pour la période allant de juin à août sont en hausse de 34 % par rapport à leur niveau en juin 2018 et de 38 % pour les dix principaux marchés émetteurs.

La même étude révèle que plus des trois quarts des visiteurs à Madagascar sont des touristes dont le séjour dépasse 15 jours et 19 % d'entre eux y passent plus d'un mois. Cette durée de séjour relativement longue constitue le facteur clé de la croissance économique de la destination.

Le trafic aérien en forte croissance

ForwardKeys révèle que la croissance de la capacité du transport aérien à Madagascar est le principal facteur de cette bonne performance du secteur touristique. A titre d'exemple, Air Madagascar, la compagnie aérienne qui assure près du tiers du marché, a augmenté de 81 % la capacité à destination de l'Europe pendant les six premiers mois de l'année 2019. En juin, la compagnie malgache a lancé un vol bihebdomadaire à destination de Johannesburg.

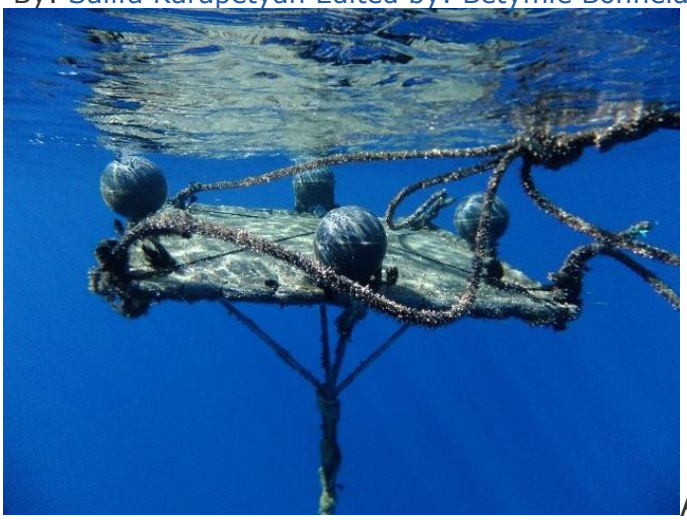
D'autres compagnies importantes telles qu'Air Austral ou Air Mauritius développent également leur capacité à destination de Madagascar, de 23,6 % et de 3,8 % respectivement entre janvier et septembre par rapport à la même période de l'année précédente. En 2018, la capacité totale sur le réseau international n'a connu qu'une hausse de 1,8 %.

Pour Boda Narijao, président de l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM), «Ces données encourageantes valident nos récentes initiatives pour rendre Madagascar plus attrayant pour les visiteurs internationaux ».

Riana R.

Indian Ocean Tuna Commission adopts measures Seychelles wanted to reduce ocean litter, reef damage

By: Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame | Views: 2847

A

File Photo: A typical discarded FAD floating close to a coral reef. (Lucy Martin, ICS Seychelles)

(Seychelles News Agency) - The **Indian Ocean Tuna Commission** (IOTC) adopted new measures put forward by Seychelles last month to improve the management of **fish aggregating devices** (FADs).

Seychelles brought the proposals to the commission's 23rd annual meeting held in Hyderabad, India, from June 17-21. The proposal is aimed at enforcing Resolution 18/08 to mitigate the ecological impact associated with drifting FADs, especially concerning marine pollution and damage to coral reefs.

FADs are floating objects designed to attract pelagic fish such as tuna.

"According to the resolution, vessels were not allowed to have more than 350 deployed and active FADs but some vessels chose to deploy their FADs and then switch off their transmission signals," said Vincent Lucas, the chief fisheries officer at the Seychelles Fisheries Authority (SFA).

Under the new Resolution 19/02, the maximum number of FADs deployed at any one time has been reduced to 300, with the total number which a vessel can acquire for one year set at 500.

During the meeting last month, Seychelles proposed three more amendments to existing IOTC resolutions, which were also approved by members.

Lucas explained that Seychelles had "observed certain loopholes in some of the resolutions which we felt could be tightened through our proposed amendments."

IOTC members voted in favour of another amendment tabled by Seychelles relating to the chartering of vessels where the island nation sought to ensure that chartering is not used as a temporary transfer mechanism to increase the fishing capacity of a vessel.

"There is a resolution which allows countries to charter a fishing vessel from contracting parties and cooperating non-contracting parties but we found a loophole in this," said Jude Talma, the principal secretary for fisheries.

He added that owners of vessels were using the resolution in a way that undermined other existing resolutions such as the yellowfin tuna quota.

Talma said that "some of the vessels that fish in Seychelles waters were looking to charter their vessels in Madagascar because Madagascar did not have a quota hence, they could have fished an exceeding amount of yellowfin."

He said this defeats the resolution adopted in 2017 aimed at rebuilding the Indian Ocean yellowfin tuna stock.

IOTC members also agreed to Seychelles' proposal concerning Resolution 17/04 which bans the discard of by-catch caught by purse seine vessels.

The adoption of the resolution in 2017 meant that vessels had to bring into port non-targeted species. Such species might contain toxins, which would eventually end up in the landfill when the non-targeted species is dumped.

Following the amendment, vessels are allowed to discard species which may contain toxins or high level of at sea.

Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, also proposed an amendment to strengthen Resolution 15/04 concerning the IOTC record of vessel authorised to operate in the Commission's area of competence.

The new amendment introduced a measure aimed at giving clarity to the mandatory information that needs to be submitted to the IOTC secretariat.

It also ensures that vessels of less than 100 gross tonnages, of at least 12 metres in length and eligible for **International Maritime Organisation** (IMO) registration, do so.

As vessels will be identified by their IMO number it will be easier to monitor, control and ensure surveillance especially with regard to illegal, unreported and unreported (IUU) fishing and transfer of ownership.